

Projet du communiqué de presse de l'interpro bisontine (vers 1 max de médias)

Les faits sont têtus et certains représentants syndicaux aussi pour rétablir la vérité dans l'affaire des « 19 de la Saint-Valentin ».

Suite à l'arrestation violente, à la garde à vue et aux menaces de poursuites judiciaires (séquestration, violences, rébellion) engagées à l'encontre des 19 jeunes qui ont bloqué le Conseil d'Administration de l'Université de Franche-Comté le 14 février dernier, l'intersyndicale départementale (Fsu Solidaires CGT AMEB) a, à sa demande, rencontré messieurs les préfets de la région Franche-Comté et du Doubs le vendredi 15 février à 14 h.

Lors de cette rencontre elle a fait part de la consternation et du choc ressentis par la communauté universitaire et la population de Besançon ainsi que de la profonde indignation de l'ensemble de nos o.s. devant ce nouveau cas de criminalisation du mouvement social et syndical.

Outre le caractère complètement disproportionné de l'intervention policière nos organisations ont pointé les nombreuses contre-vérités et approximations qui ont émaillé la conférence de presse de Madame la procureure de la république et le communiqué de presse de la Préfecture concernant cette affaire. Nos interlocuteurs ont admis la nécessité de publier un communiqué rectificatif. Comme à ce jour, une semaine après cette rencontre, leurs services n'ont toujours rien publié en ce sens, nous tenons solennellement à pointer les principaux points en flagrant décalage avec la réalité des faits.

A deux reprises, le directeur départemental de la sécurité affirme très catégoriquement que « 50% des individus interpellés ne sont pas des étudiants » : En fait sur les 19 jeunes gardés à vue, et non 18 comme la police l'a annoncé à plusieurs reprises, il y avait 16 étudiants, une lycéenne et 2 jeunes militants non étudiants ! La moitié de 19, ce serait 3 ?

Quand un journaliste demande combien de membres du CA étaient présents dans la salle au moment de l'irruption des policiers dans la salle 116 de la maison de l'université, la réponse est « une dizaine ». En fait, ils étaient 15 !

Les forces de l'ordre ont parlé devant les médias de la présence d'individus cagoulés. En fait 6 jeunes portaient un masque en papier à l'effigie du président Bahi.

Cette énumération n'est, malheureusement, pas exhaustive mais nous tenons, compte tenu de la gravité des accusations portées contre ces jeunes gens, à la faire connaître au plus vite au plus grand nombre de nos concitoyens.

Monsieur le Président,

Nous membres du Conseil d'Administration de l'Université de Franche-Comté, présents ou représentés ce jour, restons choqués par la gestion inappropriée de la situation du 14 février 2017. Nous considérons que l'intervention disproportionnée des forces de police dans la salle du conseil s'est faite au mépris des franchises universitaires.

Si vous êtes chargé du maintien de l'ordre, comme le dit le code de l'éducation (art. L712-2), rien ne justifiait, dans cette situation, le recours aux forces de l'ordre.

Aussi, dans cette déclaration préalable, nous souhaitons poser les conditions *sine qua non* pour apaiser le climat de tension qui règne dans notre établissement :

- retrait des plaintes contre les 19 militant.e.s et renoncement à toute procédure disciplinaire contre les 16 étudiant.e.s de notre établissement ;
- mise en place d'un débat public avec la communauté universitaire sur l'application de la réforme du master.

En cas de refus d'engager le dialogue sur ces deux points, qui sont dans l'intérêt de toute la communauté universitaire, nous nous verrons dans l'obligation de quitter ce CA.

Depuis 13 jours, vous diffusez des informations erronées.

Nous rappelons que durant les deux heures qui se sont écoulées entre l'envahissement du CA et l'intervention de la police, vous n'êtes pas venu discuter avec les étudiant.e.s. Nous rappelons que les membres du CA ont été enfermés non par les étudiants mais par le DGS adjoint.

Vous ne cessez de parler de violence alors que toutes les actions militantes depuis celle du 22 novembre, auxquelles les organisations syndicales ont prêté leur concours, ont été pacifiques.

Si les personnels et les étudiant.e.s n'ont pas le droit d'entrer dans la MDU, pourquoi continuer à l'appeler « Maison de l'Université » ? Nous *sommes* l'Université.

Vous avez instrumentalisé les personnels de la MDU, vous avez entretenu un climat de psychose en leur demandant de rester confinés dans leurs bureaux.

Nous savons, nous, que nos collègues n'ont pas peur de nous. Nous l'avons constaté par leurs regards amusés, y compris par le large sourire qu'arborait M. le DRH le 22/11 lorsque la fac de lettres a fait irruption dans le hall.

Vous avez fait une utilisation politique et partisane du personnel médical et de la « cellule psychologique ». Vous ne respectez pas le mandat et la liberté d'expression de tous les membres de votre CA.

Et vous nous parlez de dialogue social.

Nous appelons à renouer les fils du dialogue afin de permettre une sortie par le haut de cette situation de crise.